



PROJET DE LOI DE FINANCES, GESTION 2019

BUDGET DU CITOYEN



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
Introduction	3
1- Qu'est-ce que le budget de l'Etat ?	4
2- Qu'est-ce que le budget des citoyens du projet de budget de l'exécutif, ses buts et objectifs ?	4
3- Comment se présente le processus budgétaire au Bénin et qui sont ses acteurs ?	4
4- Quels sont les textes qui ont donné naissance au processus budgétaire ?	6
I. Hypothèses macroéconomiques et budgétaires de référence du projet de loi de finances 2019	7
II. Finances publiques	8
1 - D'où viendront-ils les revenus de l'Etat annoncés dans le projet de budget de l'Etat ?	8
2 - Quelques sont les principales sources de recettes de l'Etat ?	10
3 - Combien l'Etat compte-t-il dépenser pour assurer ses services aux citoyens ?	11
4 - Les prévisions de dépenses de l'Etat sont-elles présentées selon les classifications (qui dépense, en faveur de quoi, et, à quelles fins) ?	11
5 - A quoi le Gouvernement consacrera-t-il les crédits budgétaires : les priorités pour 2019 ?	16
6 - Affectations de ressources aux administrations infranationales/locales	19
6.1. Transferts de ressources aux Collectivités Locales	19
6.2. Subventions aux offices et sociétés d'Etat	20
7 - Les dépenses de l'Etat ainsi détaillées dépassent-ils l'argent à collecter ?	20
8 - Comment le Gouvernement compte-t-il mobiliser l'argent qui va lui manquer : Emprunts de l'Etat	20
9 - Mais l'Etat ne veut-il pas rembourser l'argent qu'il avait déjà emprunté des partenaires au développement comme le FMI, la Banque Mondiale et les opérateurs économiques de notre pays ?	21
III. Aperçu de ce que le Gouvernement veut faire pour mieux collecter et dépenser l'argent de l'Etat	22
1 - Mesure pour le renforcement de la gouvernance et pour la bonne gestion des finances publiques	22
2 - Actions ou décisions du Gouvernement dans le domaine des impôts	22
CONCLUSION	23
GLOSSAIRE.....	24

INTRODUCTION



Le Gouvernement du Bénin travaille, chaque année, sur la quantité d'argent qu'il doit collecter et comment il va la dépenser, à travers de nombreuses séances d'échanges.

Toutes ces informations sur les ressources et les charges sont contenues dans le projet de loi de finances



BUDGET DE L'ÉTAT

ressources



charges



Le projet de loi de finances est soumis à la Représentation nationale, où il est examiné, avant d'être accepté comme budget national.

Soumission



Examination



Acceptation



La présente note vise à fournir les informations les plus importantes que chaque Béninoises et Béninois a le droit de connaître sur le projet de loi de finances.



1- Qu'est-ce que le budget de l'Etat ?

Le budget est un plan qui décrit où et **Comment obtenir de l'argent et ce qu'il faut faire de cet argent**. Par exemple, une famille peut établir un budget qui indiquera combien d'argent elle a ou attend et ses choix dans les dépenses (le loyer, les soins de santé et la nourriture).

Pour un pays, le budget de l'Etat ou le budget national **est l'ensemble des**

revenus attendus et des dépenses prévues. Il est basé sur ce que le Gouvernement a l'intention de faire au cours d'une année.

Le budget de l'Etat couvre ainsi la période d'un an allant **du 1^{er} janvier au 31 décembre**, appelée « **année budgétaire** ».



2- Qu'est-ce que le budget des citoyens du projet de budget de l'exécutif, ses buts et objectifs ?

Le budget des citoyens (BC) est une version plus simple et moins technique du projet de budget de l'Etat, spécifiquement conçu pour l'accessibilité du public à l'information budgétaire.

Le budget des citoyens est utilisé par le Gouvernement pour expliquer le processus budgétaire et pour approfondir les connaissances globales des citoyens sur les questions budgétaires dans un langage clair

et simple. Il permet d'échanger avec les citoyens et d'évaluer leurs intérêts et besoins spécifiques en matière d'informations budgétaires.

Le budget des citoyens poursuit les objectifs suivants : (i) **améliorer le processus démocratique**, (ii) **aider à rendre compte aux citoyens**, (iii) **renforcer la confiance des populations et des partenaires au développement au Gouvernement**.

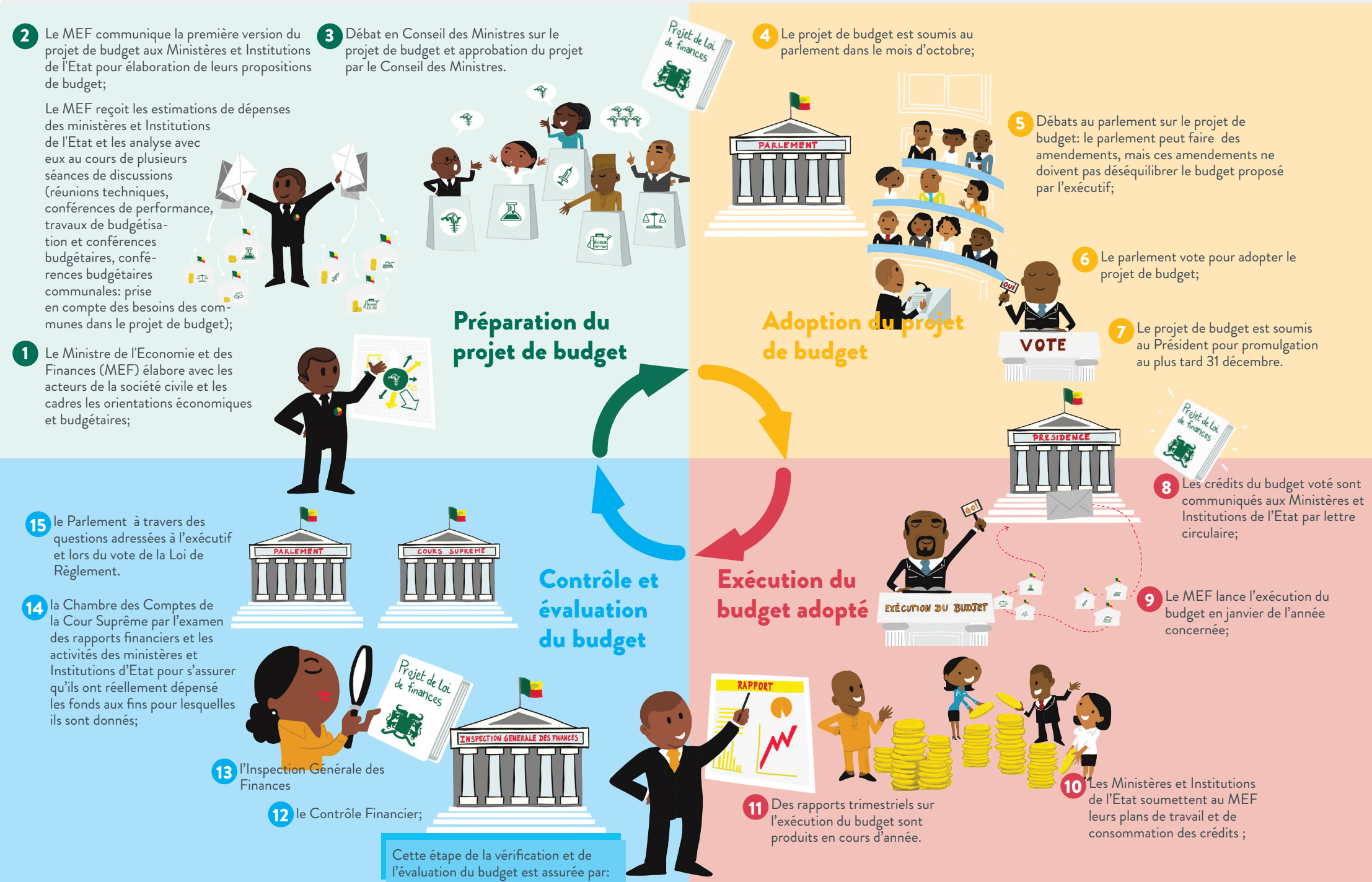


3- Comment se présente le processus budgétaire au Bénin et qui sont ses acteurs ?

Le processus budgétaire comprend essentiellement quatre grandes étapes : **la préparation du budget par l'exécutif**,

l'examen et le vote du budget par le Parlement, l'exécution du budget, et enfin le contrôle et la vérification du budget.

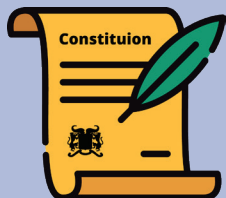
Figure 1 : Cycle budgétaire





4- Quels sont les textes qui ont donné naissance au processus budgétaire ?

Le processus budgétaire au Bénin est régi par des lois.



En premier lieu, il y a la **loi n°90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin**.

A l'article 105 alinéa 1^{er}, la loi stipule que *« L'initiative des lois appartient concurremment au président de la République et aux membres de l'Assemblée Nationale »*.

A l'article 109, elle indique que *« L'Assemblée Nationale vote le projet de loi de finances dans les conditions déterminées par la loi. L'Assemblée Nationale est saisie du projet de loi de finances au plus tard une semaine avant l'ouverture de la session d'octobre. Le projet de loi de finances doit prévoir les recettes nécessaires à la couverture intégrale des dépenses »*.



En second lieu, le processus budgétaire est encadré par la **loi organique n°2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances**.

En effet, la loi organique fixe les règles relatives, entre autres, au domaine (articles 4 et 5), à l'élaboration (article 55), à l'adoption (article 61), à l'exécution (articles 67 et 78) et au contrôle des lois de finances (article 84).



Troisièmement, il y a le **décret (décision du Gouvernement) n°2011-554 du 24 août 2011 du Gouvernement portant approbation du calendrier de déroulement des travaux budgétaires**.



Enfin, il y a le **calendrier budgétaire** que le Ministre de l'Economie et des Finances élabore chaque année et publie au plus tard dans le mois de février.



I. Hypothèses macroéconomiques et budgétaires de référence du projet de loi de finances 2019

Le Gouvernement entend continuer à travailler pour que les activités économiques des commerçants et entreprises prospèrent durablement et que les conditions de vie de tous les citoyens s'améliorent. Pour y parvenir, en 2019, le Gouvernement compte sur la bonne marche des affaires comme le tableau ci-dessous l'indique.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques et budgétaires pour l'année 2019

Agrégats macroéconomiques et budgétaires	2017	Estimations 2018	Prévisions 2019
Rythme de création de la richesse nationale	5,6%	6,8%	7,6%
Taux d'inflation annuel moyen	0,1%	0,5%	2,0%
Solde budgétaire, dons compris (Base ordonnancement)	-5,9% du PIB	-4,7% du PIB	-2,7% du PIB
Part des impôts dans la richesse du pays	13,2%	14,8%	14,5%
Ratio de l'encours de la dette	54,3% du PIB	56,7% du PIB	54,1% du PIB

Source : DGB/DGAE, MEF, septembre 2018.

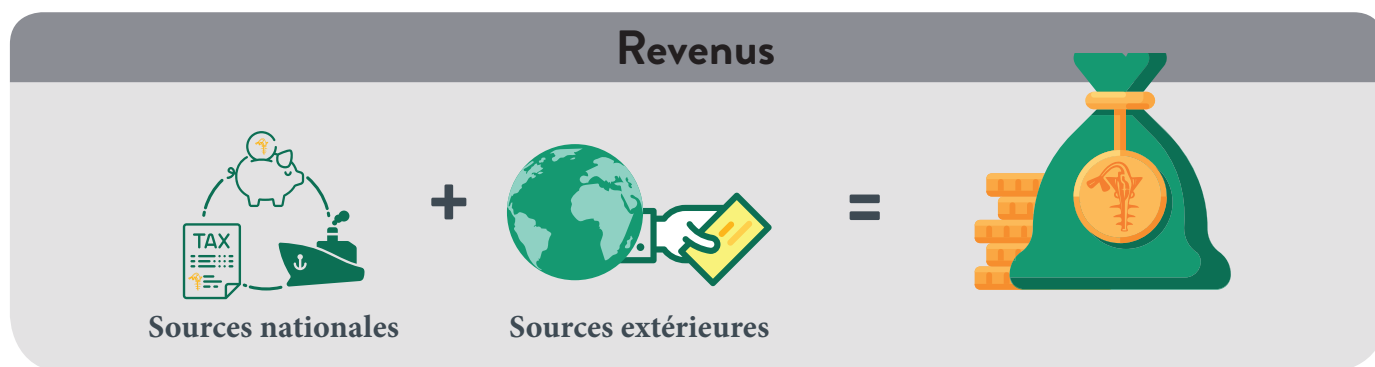


II. Finances publiques

Constitué du budget de l'Etat et des opérations de trésorerie (emprunts de l'Etat et remboursement du principal de la dette), le projet de loi de finances 2019, transmis à l'Assemblée Nationale, est égal, en ressources et en charges, à la somme de 1 877,543 millions de FCFA. Elle est en hausse de 14, 625 millions de FCFA par rapport au montant de 2018 qui est de 1 862, 918 milliards de FCFA.

1 - D'où viendront-ils les revenus de l'Etat annoncés dans le projet de budget de l'Etat ?

Les revenus de l'Etat sont le montant total d'argent que le Gouvernement reçoit de sources nationales et internationales pour la réalisation de ses activités.



Les recettes nationales ou intérieures désignent toutes les taxes et droits payés par les béninois et les personnes vivant au Bénin. Elles désignent aussi l'argent payé par les personnes qui vivent à l'étranger et qui font les affaires au Bénin. **Elles comprennent également les recettes non fiscales telles que les frais, les amendes, les dividendes, les cotisations des fonctionnaires de l'Etat, etc.**

Pour les revenus venant des sources extérieures, ce sont les sommes d'argent que le Gouvernement reçoit de l'étranger, généralement des partenaires au développement.

Pour l'année budgétaire 2019, les revenus de l'Etat dans le projet de budget soumis aux Honorables Députés sont de **1 211,902 milliards de FCFA** contre **1 135,609 milliards de FCFA en 2018**.

Autres recettes budgétaires :

101,222 milliards de FCFA

Dons budgétaires :

13,700 milliards de FCFA ;

Fonds de concours et recettes assimilées :

67,522 milliards de FCFA ;

Opérations militaires à l'extérieur :

16 milliards de FCFA ;

Caisse Autonome d'Amortissement :

4 milliards de FCFA

Revenus du domaine et du foncier :

5,000 milliards de FCFA

Recettes fiscales :

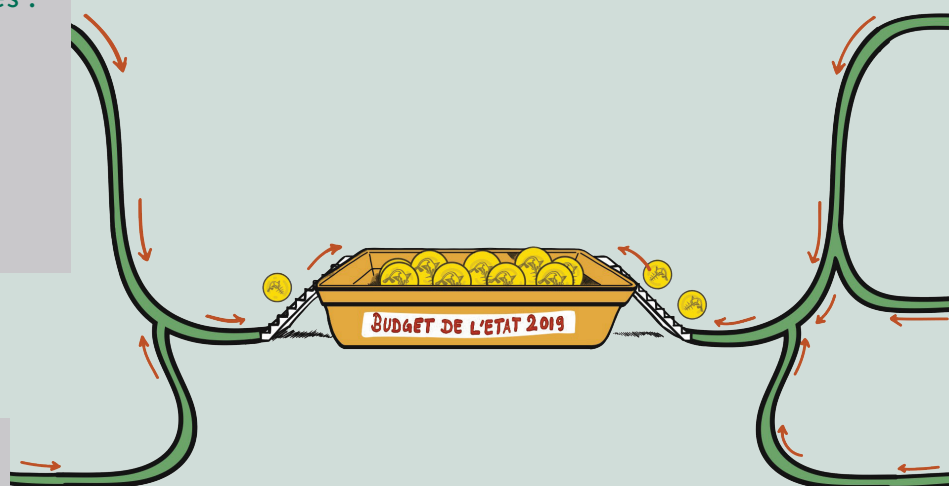
935,600 milliards de FCFA

Recettes non fiscales des régions :

119,080 milliards de FCFA

Cotisations des retraités :

51,000 milliards de FCFA



2 - Quelques sont les principales sources de recettes de l'Etat ?

Les principales sources de recettes du budget de l'Etat pour l'année 2019 en comparaison à celles de 2018 se présentent dans le tableau ci-après :

Tableau 2 : Sources importantes de recettes budgétaires pour 2019 (en milliards de FCFA)

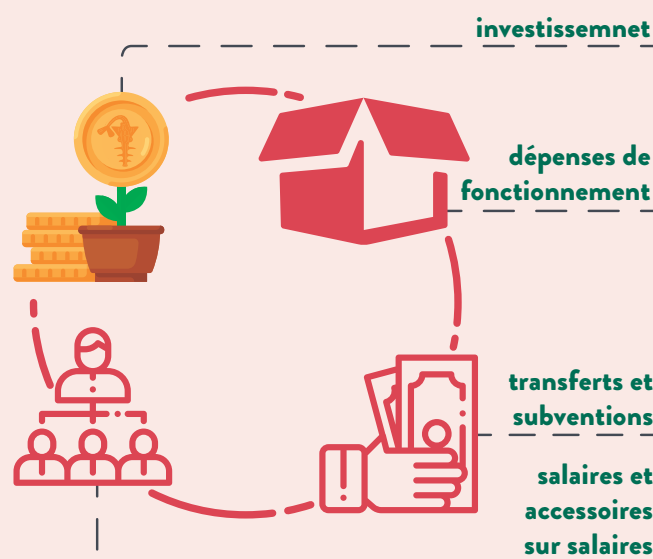
Nature des recettes budgétaires	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Ecart
Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)			
I- Recettes fiscales	387,000	433,000	46,000
1- Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services (taxes sur valeur ajoutée-TVA)	151,430	186,196	34,766
2- Droits et taxes à l'importation dont :	177,051	202,440	25,389
3- Droits et taxes à l'exportation	13,254	10,927	-2,327
4- Autres recettes fiscales (Redevance d'aménagement urbain et de sécurisation de corridor, Taxe statistique, Taxe sur la pollution /éco taxe, Taxe spécifique ciment, etc.)	45,265	33,437	-11,828
II-Recettes non fiscales dont :	3,500	3,500	0,000
III-Exonération	10,000	10,000	0,000
Total DGDDI	400,500	436,500	36,000
Direction Générale des Impôts (DGI)			
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	143,800	154,129	10,329
2- Impôts sur les Revenus Salariaux	72,900	74,980	2,080
3- Taxes sur les Biens et Services	251,200	268,192	16,992
4- Impôts sur la Propriété	1,500	1,300	-0,200
5- Autres Recettes Fiscales	4,000	4,000	0,000
Total DGI	473,400	502,600	29,200
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)			
1- Revenu de l'Entreprise et du Domaine	1,778	2,083	0,305
2- Droits et Frais Administratifs	4,480	4,741	0,261
3- Amendes et Condamnations Pécuniaires	0,181	0,190	0,009
4- Produits Financiers	4,830	8,500	3,670
5- Autres Recettes Non Fiscales	53,632	58,664	5,032
6- Recettes Exceptionnelles	41,183	41,402	0,219
Total DGTCP	106,084	115,580	9,496

Source : DGB, septembre 2018.

Plus le Gouvernement est capable de collecter des fonds, plus il est capable de dépenser. Si les citoyens, les entreprises et les organisations paient le bon montant d'impôts au bon moment, le Gouvernement peut générer suffisamment de revenus de l'intérieur pour dépenser.

3 - Combien l'Etat compte-t-il dépenser pour assurer ses services aux citoyens ?

Les dépenses de l'Etat représentent l'ensemble des sommes à payer pour le fonctionnement de l'appareil administratif de l'Etat (salaires et accessoires sur salaires, dépenses de fonctionnement des administrations publiques, transferts et subventions, paiement des intérêts de la dette, etc.) et les coûts des services publics pour faciliter la production de la richesse nationale par les entreprises (travaux publics, investissement) et pour améliorer les conditions de vie des citoyens (approvisionnement en eau, électricité, construction des hôpitaux et des écoles pour nos enfants).



Pour l'année 2019, le total des dépenses prévues dans le projet de budget de l'Etat s'élève à **1 373,041 milliards de FCFA**.

4 - Les prévisions de dépenses de l'Etat sont-elles présentées selon les classifications (qui dépense, en faveur de quoi, et, à quelles fins) ?

➤ Classification administrative (qui dépense ?)

La classification administrative est la répartition des dépenses de l'Etat d'après les ministères et Institutions de l'Etat.

Tableau 3 : Classification administrative (en milliards de FCFA)

DEPENSES DE L'ETAT PAR UNITE ADMINISTRATIVE	Projet de budget de l'Etat, gestion 2019	Poids (%)
1. Institutions (1)	45,289	3,30
Présidence de la République	19,562	1,42
Assemblée Nationale	15,752	1,15
Cour Constitutionnelle	1,301	0,09
Cour Suprême	2,912	0,21
Conseil Economique et Social	1,859	0,14
Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	1,848	0,13
Haute Cour de Justice	0,450	0,03
Médiateur de la République	0,412	0,03

DEPENSES DE L'ETAT PAR UNITE ADMINISTRATIVE	Projet de budget de l'Etat, gestion 2019	Poids (%)
Commission Electorale Nationale Autonome	0,800	0,06
Autorité de Protection des Données à caractère Personnel (APDP ex CNIL)	0,394	0,03
2. Ministères (2)	925,458	67,40
Défense Nationale	39,911	2,91
Economie & Finances	15,046	1,10
Justice & Législation	15,926	1,16
Plan et Développement	14,218	1,04
Economie Numérique & Communication	25,743	1,87
Cadre de vie et Développement Durable	68,216	4,97
Industrie et Commerce	3,329	0,24
Santé	63,610	4,63
Energie	51,489	3,75
Agriculture, Elevage et Pêche	59,752	4,35
Tourisme, Culture & Sports	58,365	4,25
Affaires Sociales & Microfinance	6,173	0,45
Enseignement supérieur	60,975	4,44
Petites et Moyennes Entreprises & Prom. Emploi	7,594	0,55
Infrastructures & Transports	63,231	4,61
Fonction Publique	7,218	0,53
Intérieur & Sécurité Publique	38,918	2,83
Décentralisation & Gouv. Locale	47,240	3,44
Enseignement Maternel & Primaire	114,052	8,31
Enseignement Secondaire, Tech & Prof.	75,007	5,46
Affaires étrangères & Coopération	28,329	2,06
Eau & Mines	58,656	4,27
Caisse Autonome d'Amortissement	2,458	0,18
TOTAL MINISTERES ET INSTITUTIONS (3) = (1)+(2)	970,747	70,70
Crédits globaux (4)	139,642	10,17
Charges financières de la dette publique (5)	153,900	11,21
TOTAL BUDGET GENERAL (3)+(4)+(5)	1 264,289	92,08
Budget annexe du FNRB	85,450	6,22
Comptes d'affectation spéciale	23,302	1,70
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	1 373,041	100,00

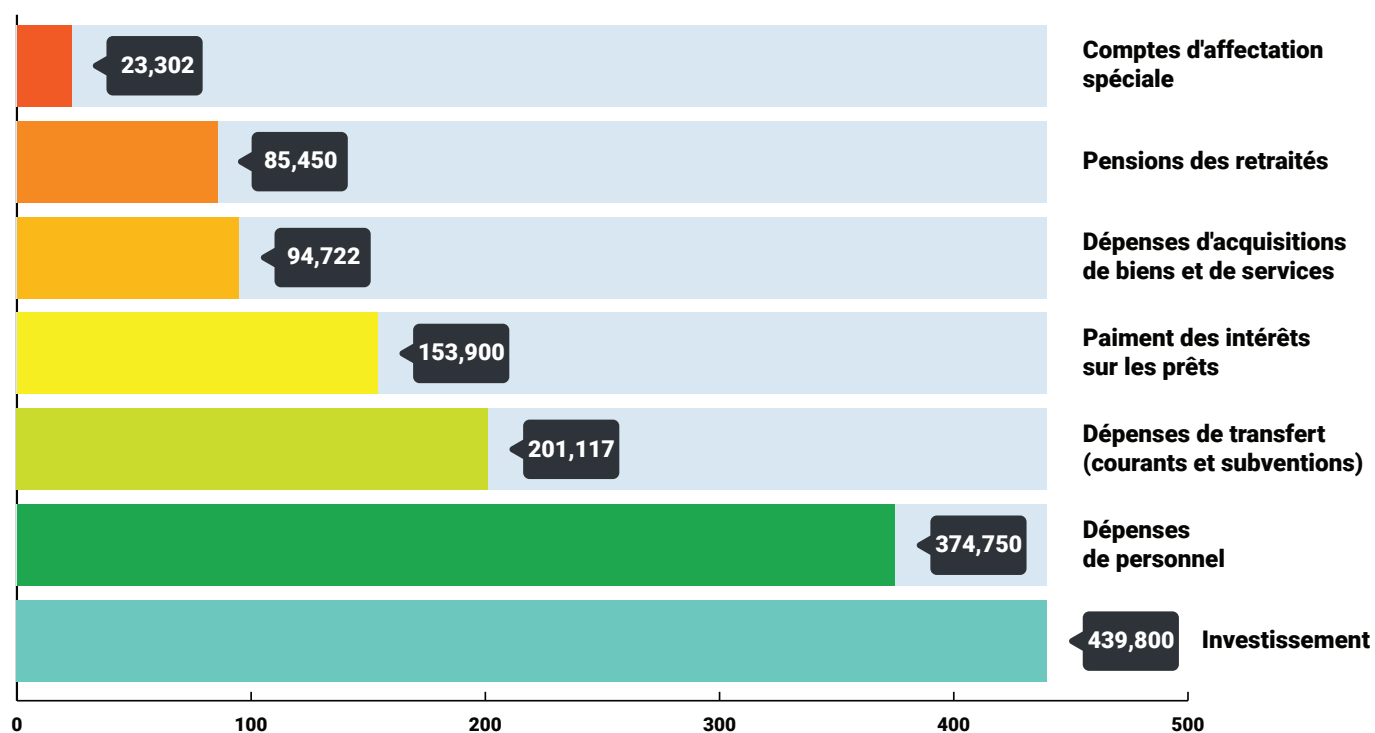
Source : DGB, septembre 2018.

➤ Classification économique

La classification économique des dépenses de l'Etat identifie les types de charges résultant de la fourniture à la société des biens et services non marchands par les administrations publiques à travers l'investissement, la rémunération des salariés, l'utilisation de biens et services, les subventions, les dons, les prestations sociales et les autres charges diverses.

Le graphique ci-dessous montre combien le Gouvernement compte dépenser pour chacun de ses postes de dépenses en 2019. On peut y voir que le poste de dépenses le plus important du Gouvernement est l'investissement (intérieur et extérieur) pour **439,800 milliards de FCFA**, suivi de la rémunération des employés de l'Etat pour **374,750 milliards de FCFA**, des transferts courants et des subventions (**201,117 milliards de FCFA**), du remboursement de la dette publique (**153,900 milliards de FCFA**) et après des pensions des retraités de **85,450 milliards de FCFA**.

Figure 2 : Classification économique (en milliards)



➤ Classification fonctionnelle : combien d'argent a été alloué par fonction de l'Etat ?

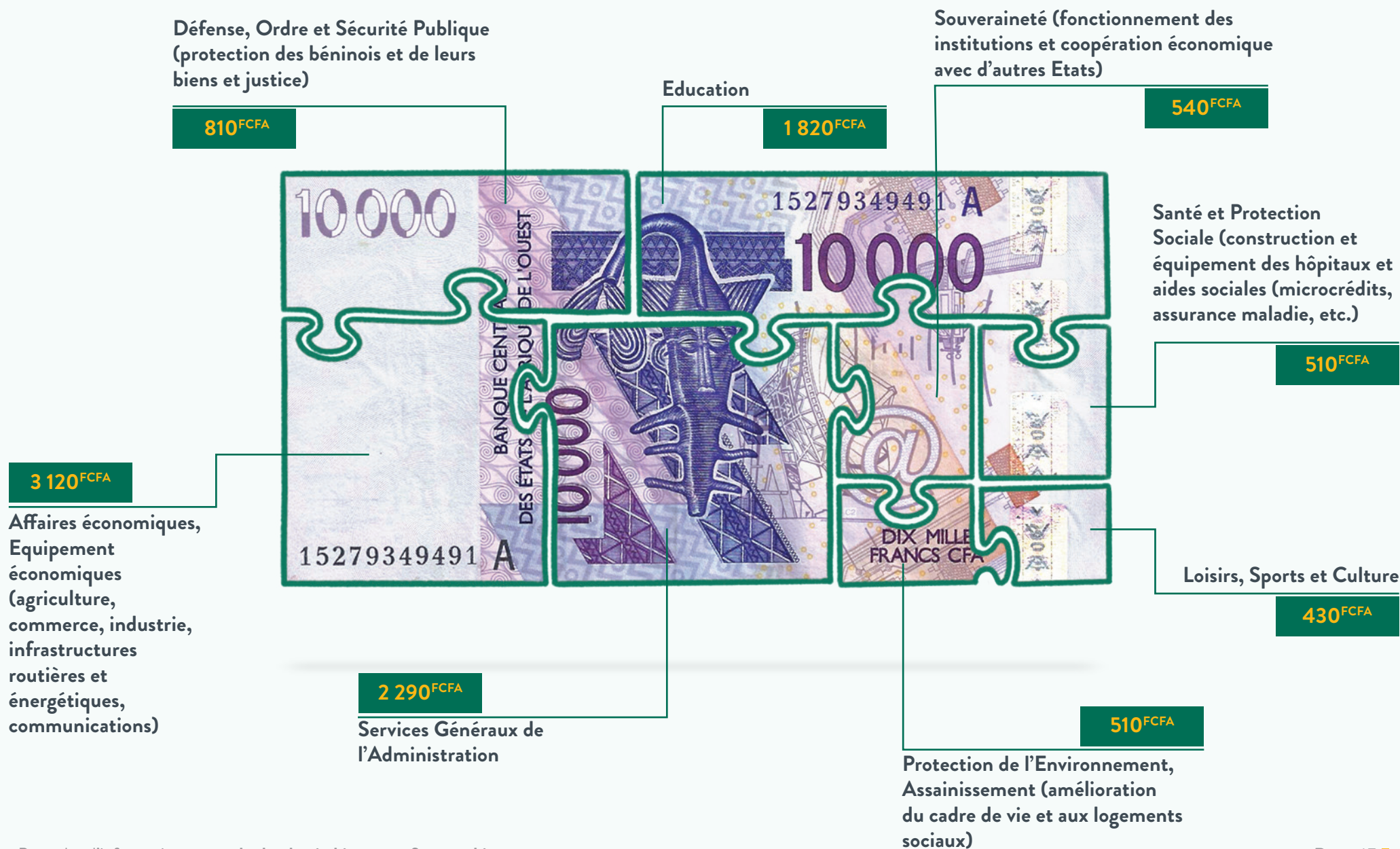
La classification fonctionnelle des dépenses de l'Etat propose une ventilation détaillée des dépenses par fonctions, ou objectifs socioéconomiques, que les administrations publiques s'efforcent d'atteindre. Elle est utilisée pour comparer, au plan international, le degré d'implication des administrations publiques dans les fonctions économiques et sociales.

Tableau 4 : Classification fonctionnelle (*en milliards de FCFA*)

N°	Fonctions	Prévisions 2019	Poids (%)
1	Affaires économiques-Equipement	428,194	31,2
2	Services Généraux de l'Administration	314,075	22,9
3	Enseignements	250,033	18,2
4	Défense, Ordre et Sécurité Publique	110,756	8,1
5	Protection de l'Environnement-Assainissement	68,216	5,0
6	Santé et Protection Sociale	69,783	5,1
7	Souveraineté	73,618	5,4
8	Loisirs, Sports et Culture	58,365	4,3
Total Fonctions		1 373,041	100

Source : DGB, septembre 2018.

Figure 3 : La photo ci-dessous nous montre, pour chaque 10 000 FCFA dépensé par l'Etat, ce qui sera réellement consacré à chaque secteur.



5 - A quoi le Gouvernement consacrera-t-il les crédits budgétaires : les priorités pour 2019 ?

Il est à indiquer que le Gouvernement a plusieurs priorités pour l'année prochaine afin de continuer à améliorer les conditions de vie des béninoises et béninois. Les priorités se résument comme suit :



Agriculture

- ✚ Développer des cultures qui donnent beaucoup de bénéfices comme l'ananas, l'anacarde, les produits maraichers ;
- ✚ Rendre disponibles et accessibles les semences et intrants de qualité ;
- ✚ Améliorer le travail des équipes pour le développement du secteur agricole.



Secteur de l'Energie

- ✚ Accroître les capacités de production, les moyens de transport et la distribution de l'énergie électrique : *construire environ 2 000 kilomètres de ligne de transport d'énergie* ;
- ✚ Promouvoir l'électrification rurale ;
- ✚ Actualiser le code d'électricité et le code des énergies renouvelables ;
- ✚ Développer les partenariats pour l'approvisionnement en gaz naturel.



Secteur de l'Eau

- ✚ Réaliser l'accès durable à l'eau potable à tous les béninois par la construction de onze (11) autres barrages hydro-agricoles ;
- ✚ Améliorer la disponibilité de l'eau en quantité et en qualité : réalisation de six (06) nouveaux schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des bassins ; limitation des pannes des ouvrages hydrauliques en milieu rural ;
- ✚ Assainir les eaux usées en milieu urbain et périurbain.



Cadre de Vie

- 👍 Accélérer le projet Asphaltage (Pavage et bitumage des voies) ;
- 👍 Construire 2100 logements sociaux ;
- 👍 Construire la cité administrative technique à Abomey-Calavi ; la cité ministérielle à Cotonou ; les douze (12) cités administratives départementales ;
- 👍 Prendre en compte les questions liées au changement climatique.



Secteur de la Justice

- 👍 Améliorer l'accès à la justice et les droits de l'homme, des femmes, de l'adolescent et de l'enfant ;
- 👍 Moderniser l'administration judiciaire ;
- 👍 Mettre en place une nouvelle carte pénitentiaire ;
- 👍 Mettre en œuvre la carte judiciaire.



Secteur de la Santé

- 👍 Recruter et former des médecins généralistes et des spécialistes et les répartir équitablement sur toute l'étendue du territoire national ;
- 👍 Renforcer le plateau technique dans les formations sanitaires ;
- 👍 Construire et équiper un centre hospitalier universitaire moderne à Abomey-Calavi ainsi que 5 hôpitaux de zone à Cotonou 1, Adjohoun, Avrankou, Bohicon et Porto-Novo.



Dans des infrastructures

- ✚ Construire l'Aéroport international de Glo-Djigbé et la voie expresse Glo-TOGBIN ;
- ✚ Construire un axe routier de contournement nord-est de la ville de Cotonou ;
- ✚ Réhabiliter, moderniser et étendre le réseau routier national ;
- ✚ Aménager et bitumer la route des pêches ;
- ✚ Moderniser, étendre le Port de Cotonou et construire le tronçon ancien Pont-CENSAD.



Affaires sociales et Microfinance

- ✚ Démarrer effectivement le projet ARCH ;
- ✚ Promouvoir des mécanismes durables de protection sociale des plus vulnérables ;
- ✚ Construire, réhabiliter et équiper les Centres de Promotion Sociale ;
- ✚ Améliorer le statut juridique et social de la femme ;
- ✚ Renforcer la participation et l'inclusion des femmes dans les processus décisionnels, économiques et politiques.



Secteur de l'éducation

- ✚ Accroître les subventions de l'Etat aux établissements publics ;
- ✚ Mettre à disposition de tous les apprenants des manuels et cahiers d'activités de mathématiques et de français ;
- ✚ Renforcer les ressources du programme des cantines scolaires pour porter le taux de couverture à 51% dans les écoles publiques du Bénin contre 31% en 2018 ;
- ✚ Renforcer les infrastructures éducatives au niveau des trois (03) ordres d'enseignement : maternel et primaire, secondaire et technique et supérieur ;
- ✚ Créer et investir dans quatre (04) nouvelles filières de formation de courtes durées (2 ans) : formation au métier du bois, à l'agriculture, au tourisme et à la mécanique auto.

6.1. Transferts de ressources aux Collectivités Locales

L'argent de l'Etat à transférer aux Communes par le canal de Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADeC), au titre de l'année 2019, est estimé à un montant global de **45,857 milliards de FCFA** contre 45,649 milliards de FCFA en 2017.

La décomposition des crédits prévisionnels du FADeC en FADeC-non affecté et FADeC affecté se présente comme suit :

Tableau 5 : Prévisions du FADeC non Affecté (En milliards de FCFA)

Rubriques Budgétaires	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Ecart	Taux (%)
FADeC-non affecté fonctionnement	2,790	2,820	0,030	1,1
FADeC-non affecté investissement sur ressources intérieures	10,730	11,500	0,770	7,2
FADeC-non affecté investissement sur ressources extérieures	16,000	19,145	3,145	19,7
Total FADeC-non affecté	29,520	33,465	3,945	13,4

Source : DGB, septembre 2018.

Tableau 6 : Prévisions du FADeC-Affecté (En milliards de FCFA)

Ministères	Lignes Budgétaires	Prévisions 2018	Prévisions 2019	Ecart	Taux (%)
MEM	Fonctionnement	0,203	0,203	0,000	0,0
	Investissement	1,798	0,000	-1,798	-100
MEMP	Entretiens et Réparations	0,500	0,000	-0,500	-100
	Investissement	3,000	3,000	0,000	0,0
MS	Entretiens et Réparations	2,100	2,100	0,000	0,0
	Investissement	1,000	1,000	0,000	0,0
MESFTP	Investissement	0,085	0,085	0,000	0,0
MAEP	Investissement	1,300	1,300	0,000	0,0
MCVDD	Investissement (Assainissement)	3,400	1,960	-1,440	-42,4
MIT	Investissement (Pistes rurales)	2,434	2,434	0,000	0,0
MTCS	Investissement (Culture)	0,250	0,250	0,000	0,0
	Fonctionnement (Sport)	0,060	0,060	0,000	0,0
TOTAL GENERAL		16,129	12,392	-3,738	-23,2

Source : DGB, septembre 2018.

6.2. Subventions aux offices et sociétés d'Etat

Pour l'année 2019, le Gouvernement s'est résolument engagé à appuyer financièrement plusieurs structures d'Etat dans la mise en œuvre de leurs activités. Le montant total des subventions que l'Etat compte accorder aux **Etablissements Publics à caractère Administratif (EPA)** et aux **Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC)** est plus de **61,171 milliards de FCFA**.

7 - Les dépenses de l'Etat ainsi détaillées dépassent-ils l'argent à collecter ?

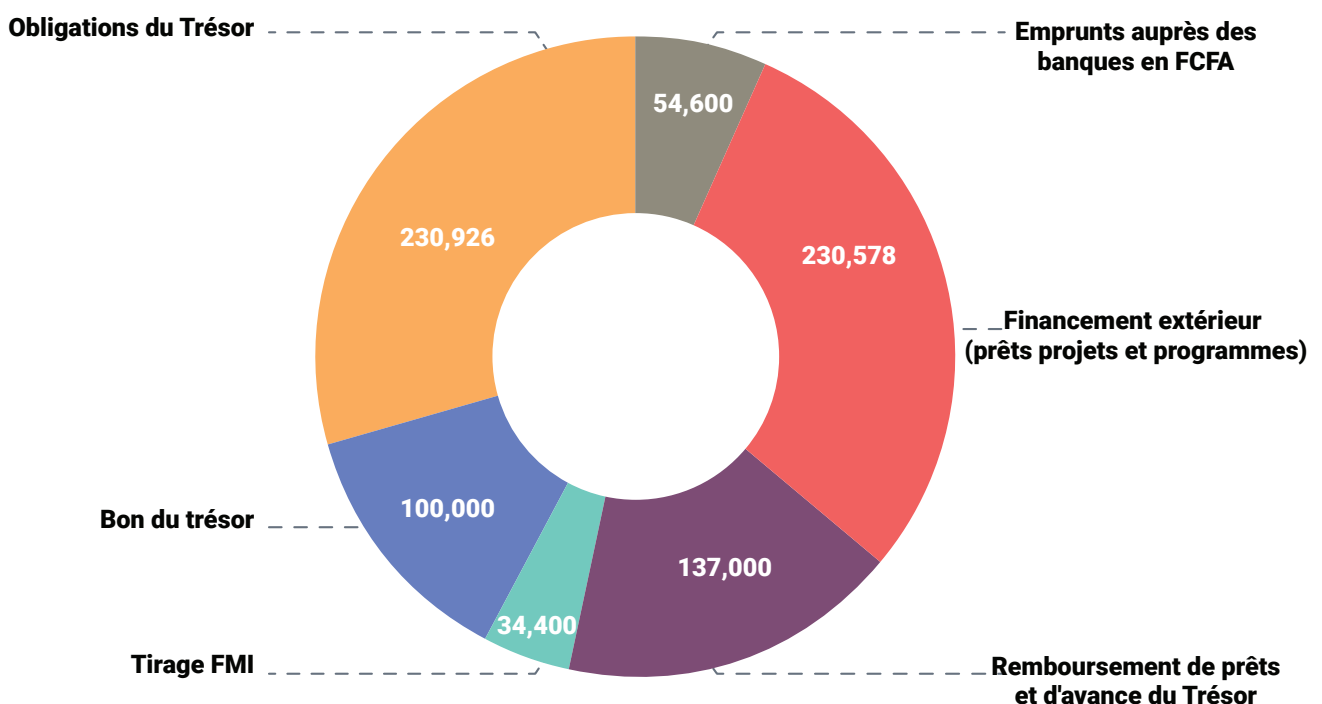
La somme d'argent que le Gouvernement compte consacrer aux dépenses courantes et aux investissements en 2019 (**1 373,041 milliards de FCFA**) est supérieure à la somme qu'il espère obtenir par le biais des impôts et autres recettes à percevoir (**1 211,902 milliards de FCFA**). L'argent qui manque ainsi à l'Etat pour couvrir ses dépenses est **136,139 milliards de FCFA**, correspondant à **3,7% du PIB** contre 4,6% du PIB en 2018. Il s'appelle le déficit budgétaire.

8 - Comment le Gouvernement compte-t-il mobiliser l'argent qui va lui manquer : Emprunts de l'Etat

Pour trouver ce qui va manquer en 2019, le Gouvernement va emprunter une somme de **640,641 milliards de FCFA** auprès des banques locales et des partenaires extérieurs.

La figure ci-dessous donne le montant pour chaque source de financement.

Figure 4 : Sources des emprunts de l'Etat (en milliards de FCFA)

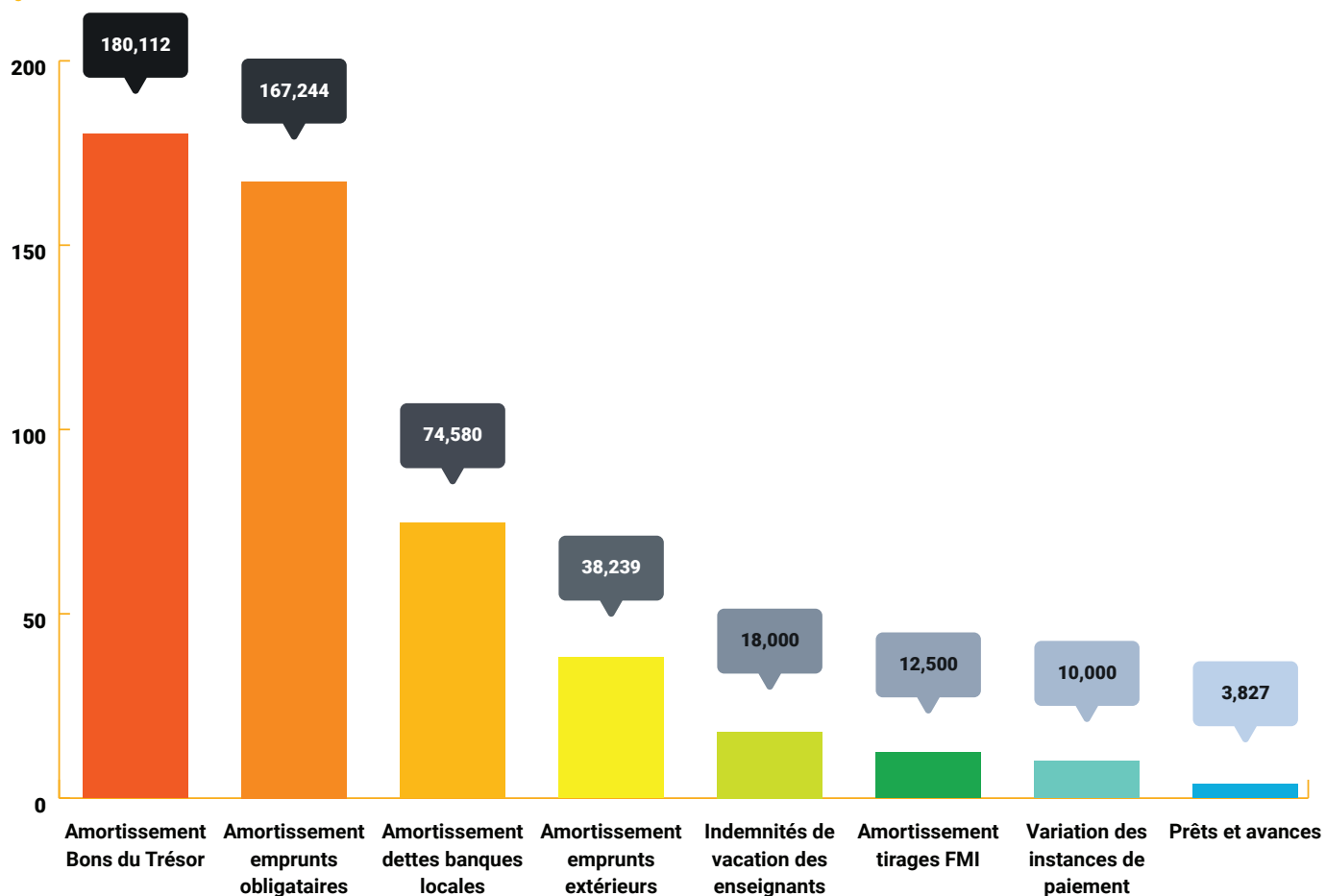


Source : DGB, septembre 2018.

9 - Mais l'Etat ne veut-il pas rembourser l'argent qu'il avait déjà emprunté des partenaires au développement comme le FMI, la Banque Mondiale et les opérateurs économiques de notre pays ?

Pour l'année 2019, l'Etat a prévu, dans le projet de loi de finances, de rembourser une partie de sa dette aux partenaires au développement et aux opérateurs économiques pour un montant de **504,502 milliards de FCFA**. Le développement est présenté comme suit :

Figure 5 : Dette de l'Etat à rembourser en 2019 (en milliards de FCFA)





III. Aperçu de ce que le Gouvernement veut faire pour mieux collecter et dépenser l'argent de l'Etat

Pour une bonne mobilisation des ressources en vue d'une meilleure couverture des charges de l'Etat au titre de l'année 2019, plusieurs stratégies/mesures sont à observer par le Ministère de l'Economie et des Finances.

1 - Mesure pour le renforcement de la gouvernance et pour la bonne gestion des finances publiques

- ☐ Poursuite du renforcement de la pratique de revue de la dépense publique ;
- ☐ Mise en place d'une grille de rémunération harmonisée au profit des personnels des structures sous tutelle des ministères ;
- ☐ Poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions de promotion de l'intégrité et de la lutte contre l'impunité ;
- ☐ Etablissement d'un référentiel approprié et transparent de détermination des différents coûts d'entretien, de maintenance et de réparation de véhicules, d'appareils informatiques, de climatiseurs, de copieurs, de groupes électrogènes, de bâtiments, etc.
- ☐ Priorisation des Partenariats Public Privé aux investissements publics directs de l'Etat dans la réalisation des grands projets de construction d'infrastructures.

2 - Actions ou décisions du Gouvernement dans le domaine des impôts

- ☐ Exonération du matériel informatique ;
- ☐ Exonération des droits et taxes de douane et de la TVA sur les réipients pour gaz comprimés ou liquéfiés, en fonte, fer ou acier et les accessoires (bruleurs, supports marmites pour les bouteilles de 3 et 6 kg, tuyaux, raccords, détendeurs, réchauds à gaz sans four et robinet-détendeurs) pour gaz domestique, importés, fabriqués ou vendus en République du Bénin ;
- ☐ Réduction de l'impôt minimum en matière de taxe professionnelle synthétique de 400.000 à 150.000 F ;
- ☐ Création dans la loi de finances pour la gestion 2019 d'une contribution à la promotion de la transformation des noix d'anacarde ;
- ☐ Prélèvement libératoire sur les ventes d'hydrocarbures réalisées au Bénin par les personnes non domiciliées ;
- ☐ Elargissement du champ d'application de la taxe de séjour dans les hôtels et établissements assimilés ;
- ☐ Poursuite de la lutte contre ceux qui ne paient pas correctement leurs impôts (fraude fiscale) et contre ceux qui contournent la loi fiscale (évasion fiscale).

CONCLUSION

Le projet de loi de finances pour l'année 2019 est **égal, en ressources et en charges, à la somme de 1 877,543 milliards de FCFA. Il est en augmentation de 14,625 milliards de FCFA par rapport à la loi de 2018.**

Son vote par les Honorables Députés à l'Assemblée Nationale **permettra au Gouvernement d'assurer la bonne exécution des actions programmées pour l'amélioration substantielle des conditions de vie de chaque béninoise et béninois** (enfants, adolescents, jeunes et adultes).



Pour avoir une copie du projet de loi de finances ou tout autre document qui l'accompagne, vous êtes vivement encouragés à:

visiter notre site internet ou nous contacter au numéro



www.budgetbenin.bj



(+229) 21 30 09 07

GLOSSAIRE

Année/exercice budgétaire : période d'exécution du budget allant du 1er janvier au 31 décembre.

Audit : diagnostic global portant sur l'examen des comptes et l'évolution de l'organisation et de la gestion d'une collectivité ou d'un organisme.

Budget national : ensemble des recettes et des dépenses de l'Etat voté par les Députés pour une année.

Budgétisation : procédé consistant à intégrer ou réintégrer dans le budget des opérations qui n'y figuraient pas ou plus.

Crédits : autorisation de dépenser, accordée sur un montant déterminé, pour un objet également déterminé.

Croissance économique : augmentation de la création de la richesse nationale au cours d'une année.

Contrôle : action de vérifier ou de comparer le degré de conformité, sinon d'identité, entre un modèle de référence et ce qui se fait ou est fait.

Comptes d'affection spéciale : ils retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont en relation directe avec les dépenses concernées.

Dettes publiques : ensemble des emprunts contractés par l'Etat et des organismes publics, dette résultant de ces emprunts émis par eux.

Dépenses de personnel : ces dépenses regroupent les charges correspondant aux traitements, salaires et charges des personnels civils et militaires actifs des pouvoirs publics (présidence de la République, Assemblée nationale, ministères et autres institutions ...).

Débat d'Orientation Budgétaire : discussion qui a lieu au Parlement avant le vote du budget pour présenter les grandes orientations de la politique budgétaire.

Déficit budgétaire : argent qui manque à l'Etat pour couvrir ses dépenses.

Emprunt : somme d'argent versée par une personne qui a plus d'argent à une autre qui en a besoin, cette dernière s'engage à la rembourser avec ou sans intérêts sur une période.

Engagement de dépenses : première phase de l'exécution de la dépense, elle constitue le fait générateur de la dépense.

Evasion fiscale : fait de contourner la loi fiscale pour ne pas payer son impôt.

Fraude fiscale : fait de ne pas payer ses impôts à l'Etat, en violation de la loi fiscale.

Investissement : construction et équipement d'infrastructures comme les routes, hôpitaux et salles de classe.

Opérations de Trésorerie : action financière réalisée sur le compte bancaire d'une personne morale ou d'une personne physique et mis à leur disposition par les gestionnaires de compte.

Paie : opération par laquelle un comptable public éteint une dette de l'Etat ou d'un organisme public envers un créancier.

Processus budgétaire : Ensemble d'étapes de formulation, d'approbation, d'exécution et de contrôle et d'évaluation du budget d'une année.

Redevabilité : faire connaître aux autres ce que l'on fait.

Suivi-évaluation : action de suivre ce qui se fait, de passer les progrès en revue, d'identifier les problèmes et de faire des ajustements de manière à ce que tout marche bien.

Subventions : aides financières attribuées sous forme de don non remboursable à une structure ou un service de l'Etat.

Transferts courants : revenus payés à des bénéficiaires même sans avoir rendus de services effectivement économiques (exemple : pensions, bourses, etc.).



Direction Générale du Budget
www.budgetbenin.bj